

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 114, Mars 2014

« Classe » politique

L'idée que la politique serait un métier est choquante. Idéalement, la politique est l'affaire de tous, et parmi ceux qui se sentent le plus concernés, des citoyens se dévouent pour représenter les électeurs, et défendre l'intérêt général. Les fonctions d'élus comportent nombre d'obligations ingrates, et les administrés se montrent parfois peu reconnaissants (toutefois, les maires sont les moins atteints par le discrédit général -souvent injustifié- qui touche le « personnel politique »)... Dans ces conditions, que l'on dénombre 926 068 candidats aux élections municipales, pour 44, 566 millions d'électeurs (soit plus de 2 %), est une excellente nouvelle. Il n'y a que 64 communes sur les quelque 36 000, qui n'ont pas trouvé de candidats (dans ce cas, de nouvelles élections sont organisées dans un délai de trois mois, et si aucun candidat ne se déclare, la commune est dissoute et fusionnée avec d'autres).

Cependant, plus les responsabilités sont élevées (villes moyennes et grandes, circonscriptions, conseil départemental, conseil régional, ...), plus les élus se « professionnalisent ». On aimerait bien que les fonctions de représentation soient temporaires, révocables, et que le titulaire retourne à son activité professionnelle normale après un ou deux mandats... L'interdiction du cumul des mandats va un peu dans ce sens, mais il faudrait un statut de l'élu qui permette à chacun, après un mandat électoral, de retrouver son emploi. A défaut, c'est la fonction publique qui se trouve surreprésentée (ou ceux que leur fortune personnelle met à l'abri de ce genre de contingences...).

Le personnel politique, au-delà des conseils municipaux de petites communes, n'est donc pas sélectionné par l'éminence de sa vertu, ou la clairvoyance de ses vues ; mais plutôt par la confiance élevée en sa propre valeur et l'acceptation de bien des sacrifices pour la conquête du pouvoir. Sarkozy, Copé, ne rêvaient –ils pas, depuis tout petits, de devenir président de la République ? La France se donne à celui qui la veut le plus, avait coutume de dire en son langage imagé le même Sarkozy...

Inévitablement, on trouve au sein de ce personnel politique des opportunistes, qui n'ont pas de vision bien claire de la direction vers laquelle le pays doit aller, ou même qui choisissent le parti dont ils pensent qu'il leur assurera une carrière plus sûre... Ceux qui veulent « positiver » loueront leur « art du compromis » (illustré par Hollande et les « Transcourants », au sein du PS), leur « pragmatisme », et comprendront leurs renoncements, leurs contorsions et leurs zigzags, comme autant de preuves d'une adaptation aux réalités du terrain et de la conjoncture... Les autres interpréteront les fougades et sincérités successives comme autant de preuves de mauvaise foi ou de mensonges... quand ils n'iront pas jusqu'à les accuser de corruption (« tous pourris... ! »).

Dans ce contexte, les gourous prennent beaucoup d'importance, Juillet et Garaud pour Chirac, Buisson et Gaino pour Sarkozy... Et les sondages d'opinion servent à orienter les discours, et les actes, vers ce qui fera gagner des points de popularité. Alors qu'il faudrait que ce soient les dirigeants qui décryptent le monde où nous vivons, les dangers qui nous menacent, les opportunités qui se présentent ; qu'ils nous montrent la voie, et qu'ils entraînent le peuple dans cette voie, par un effort de pédagogie exigeante. Changement climatique, transition démographique, transition énergétique, transition vers une Europe supranationale, récupération par les peuples des biens publics aujourd'hui accaparés par les oligarchies : aucun de ces grands enjeux n'est vraiment traité dans le débat public, qui bien souvent se réduit aux petites phrases, au buzz et aux twits, et à la politique au jour le jour...

Tout cela est aggravé en France par le caractère monarchique du régime. Tout repose sur la perspicacité, qui n'est pas sans faille, des citoyens pour se choisir un roi. Les partis dominants, PS et UMP, organisent des primaires ouvertes, ce qui est sans doute un progrès, car cela permet d'impliquer les citoyens au-delà du cercle de militants (qui sont, dans le cas du PS, presque uniquement des élus). Les partis dominants, qui ont ainsi abandonné le monopole de la sélection des candidats pour les plus hautes fonctions, ont aussi cessé d'être des sources d'idées, de renouvellement de la pensée. Ils s'appuient désormais pour cela sur des « think-tanks »...D'où l'intérêt qu'existent des mouvements d'éducation populaires tels qu'Attac, qui ne sont pas engagés dans le combat électoral, et cherchent à faire émerger des idées au sein de la population (au risque du sentiment frustrant d'une certaine impuissance...).

Il convient donc de réfléchir aux moyens de réduire en France la toute-puissance, lourde de dangers, du président-roi. Sans pour autant tomber dans les magouilles et le gouvernement au centre que nous avons connu sous la IV^e République, ni la paralysie du président aux Etats-Unis, ni les fantasmes d'une « démocratie directe » avec révocation des élus...

Il importe de renforcer les contre-pouvoirs, en particulier l'indépendance de la justice (dont on peut mesurer aujourd'hui à quel point elle est précieuse...) et d'une (hélas petite) partie de la presse.

Il n'y a pas de « classe » politique. Il y a la classe des 1% les plus riches. Et la classe des 99% restants, dont la plupart se laissent hélas manipuler –libéralisme économique, divisions artificielles, xénophobie voire racisme -pour le plus grand profit des premiers...

Bonnes nouvelles

Rose a gagné son procès. Une société de vente par correspondance lui avait annoncé qu'elle était l'heureuse gagnante d'un chèque de 52 000 €. Elle répond dans les 48 heures. Mais en fait, tout ce qu'elle a gagné, c'est le droit de...participer à un tirage au sort. Avec l'aide d'un avocat, la retraitée veut prendre la société AMA à son propre jeu afin de se faire remettre le gain promis. Déboutée par le tribunal de grande instance de Libourne, elle fait appel. Et elle obtient gain de cause : « la première lecture de la lettre amène un consommateur moyen à être convaincu que le gain de 52 000 € est acquis sous la seule réserve de répondre dans le délai de 48 heures », écrit la Cour d'appel de Bordeaux, qui condamne AMA à verser les 52 000 € promis. Avec les intérêts. (*Le Monde*, 9-10 mars).

Gaz de schiste

Loin de moi, exige Rex Tillerson. Rex Tillerson ne veut pas qu'un château d'eau soit construit aux portes de son ranch, au Texas... L'édifice est destiné à alimenter en eau les puits de gaz de schiste situés à proximité, exploités par fracturation hydraulique. Outre l'aspect esthétique, c'est surtout le va-et-vient des camions transportant l'eau qui inquiète M. Tillerson. On le comprend : il s'en est ouvert pas moins de 9 à moins de 2 km de sa propriété. A quoi sert d'avoir une rémunération annuelle de 40 millions de dollars, comme M. Tillerson en 2012, si on ne peut être tranquille chez soi ? Rex Tillerson est le PDG d'ExxonMobil, et a investi plus de 31 milliards de dollars dans l'extraction du gaz de schiste. L'affaire tombe mal : Exxon s'est lancé dans une campagne expliquant que l'extraction du gaz de schiste ne pouvait avoir que des retombées positives pour l'économie locale... (*Le Monde*, 28 février).

Grands chantiers inutiles

Les caprices de Poutine. Les Jeux de Sotchi sont les plus onéreux de tous les temps. Ces 50 milliards de dollars (dont 30 ont été vraisemblablement détournés) auraient été mieux utilisés s'ils avaient servi à financer des routes, des stades, des tremplins... Quelle aberration, d'organiser des JO d'hiver dans une zone subtropicale ! ... (*Le Monde*, 19 février).

La Coupe du monde de football au Brésil. Problèmes de transport, retards des travaux, hausse de la criminalité. Le Brésil fait la fête dans un climat tendu. Le coût total du Mondial atteint plus de 10 milliards d'euros, soit plus du double du budget initial. C'est beaucoup pour un pays qui a du mal à fournir des services publics de base. (*Le Monde*, 4 mars).

Bulle ?

Facebook s'offre la messagerie WhatsApp pour 19 milliards de dollars. WhatsApp n'emploie que 55 salariés, mais compte plus de 450 millions d'utilisateurs, dont 70 % sont actifs quotidiennement, et sa croissance est exponentielle. Les messageries instantanées font figure de vedette, non en raison de leur chiffre d'affaires ou de leur rentabilité, mais par leur valorisation. Ça ne vous rappelle rien ? (*Le Monde*, 21 février).

Ukraine

La Russie annexe la Crimée, ne soulevant guère que de molles protestations de l'Union européenne. L'Europe est en effet douillettement installée dans la dépendance énergétique du gaz et du pétrole russe. Et la coopération militaire entre Moscou et Paris ne souffre en rien de la crise ukrainienne... Les affaires sont les affaires.

France

Le repas, un art français. Le quotidien des Français est fortement rythmé par les trois repas traditionnels. A 13 heures, la moitié d'entre eux sont à table et, à 20 h15, cette activité concerne plus du tiers des Français. Le repas a un grand rôle dans l'organisation de la vie sociale. Les Français sont aussi les champions du temps passé à table : 2 h 22 par jour en 2010, soit 13 minutes de plus qu'en 1986. Et 80 % des repas sont pris avec d'autres convives. Le repas constitue un des moments les plus agréables de la journée : manger procure autant de plaisir que lire ou écouter de la musique. Ce modèle alimentaire semble contribuer à limiter l'obésité. On boit avec modération, on essaie de manger de tout, on ne se sert pas trois fois, car on est soumis au regard et au jugement des autres. Ce n'est pas le cas lorsqu'on grignote tout seul devant son réfrigérateur. Ce modèle est une spécificité française. Les Etats-Uniens, les Suédois, les Finlandais, les Slovènes ou les Britanniques se nourrissent d'en-cas, de collations et de snacks dispersés au fil de la journée, sans horaire précis (*Anne Chemin, Le Monde*, 15 février).

Baisse de la qualité du sperme. Entre 1989 et 2005, la concentration en spermatozoïdes a chuté d'un tiers. Si l'érosion se poursuit à ce rythme, la moyenne française sera au seuil d'infertilité d'ici moins de 30 ans. L'exposition aux pesticides affecte les hommes particulièrement dans les régions de viticulture, Aquitaine et Midi-Pyrénées. Sous la pression des lobbyistes (« collectif « sauvons les fruits et légumes de France », ...), le dossier des perturbateurs hormonaux s'enlise à Bruxelles. Le député écologiste JL Roume gas préconise que l'Europe interdise « les molécules incriminées pour leurs usages susceptibles d'affecter les publics vulnérables et pour leurs effets dispersifs ». Il souligne que la France joue un rôle moteur dans la lutte contre les perturbateurs endocriniens en Europe (*Le Monde*, 28 février, 9-10 mars).

Turpitudes de la Sarkozye

On apprend que **Jean-François Copé** a fait profiter ses proches de juteux contrats de communication sur les fonds de l'UMP. La société Bygmalion créée par deux collaborateurs de Copé, Bastien Millot et Guy Alves, et sa filiale Events & Cie, ont bénéficié de juteuses commandes sans appels d'offre (8 millions d'euros au moins pour organiser les meetings de la campagne de 2012. On se rappelle que les comptes de campagne de Sarkozy avaient d'ailleurs été invalidés, et que Copé avait lancé un « Sarkothon » pour renflouer les comptes du parti. Un autre investisseur de Bygmalion, Emmanuel Limido, est à la tête de Centuria, un fonds d'investissement de plus de 4 milliards d'euros largement abondé par les Qatariens. Ce fonds aurait servi d'intermédiaire lors de la vente de deux bijoux appartenant à l'Etat (l'hôtel Kinski et le centre Kleber), quand Copé était ministre du budget. Centuria a embauché Guy Alves, depuis peu trésorier du microparti de Copé. Copé dénonce « un coup tordu ».

On apprend que **Patrick Buisson**, journaliste d'extrême droite (mouvement Occident, Minute, Valeurs actuelles), qui fut l'influent conseiller de Sarkozy (mais qui a aussi conseillé Philippe de Villiers, Alain Madelin et même François Bayrou, puis Xavier Bertrand, Jean-François Copé, Laurent Wauquiez, Guillaume Pelletier, Geoffroy Didier ; même NKM est allée le voir...) et l'inspirateur de sa campagne de 2012, **enregistre** traitreusement, en secret, **les conversations de Sarkozy**, qui sont maintenant en circulation.

On apprend ainsi que Patrick Buisson s'inquiétait, en 2011, du départ de **Claude Guéant** de l'Elysée, lui qui « connaissait un peu les dossiers », et « **se mouillait un petit peu** », « **notamment pour les affaires** auprès du parquet ».

On ne se souvient peut-être plus que Patrick Buisson jouait un rôle central dans l'**affaire des sondages de l'Elysée** révélée par la Cour des comptes en juillet 2009. En juin 2007, Patrick Buisson avait obtenu le droit de rédiger et commander des sondages au nom de sa société Publifact, comme bon lui semblait. Il a ainsi touché un chèque de 1,5 million d'euros pour la seule année 2008. Au total, en cinq ans, l'Elysée a versé plus de 3,3 millions d'euros aux sociétés de Patrick Buisson (et 2,56 millions d'euros à la société de sondages de Pierre Giacometti, conseiller en stratégie, qui percevait 43 500€ par mois pour ses conseils donnés au président...).

On apprend que Sarkozy et plusieurs de ses proches (dont Claude Guéant et Brice Hortefeux) ont été mis sur écoutes judiciaires dans le cadre d'une enquête portant sur un éventuel **financement de la campagne présidentielle de Sarkozy en 2007 par la Libye**. Le fils de Kadhafi avait proclamé en 2011 : « il faut que Sarkozy rende l'argent qu'il a accepté de la Libye pour financer sa campagne électorale ». Ces accusations avaient été renforcées en 2012 par l'intermédiaire Ziad Takiedine. Sarkozy a porté plainte contre Médiapart, qui a publié un document dont il conteste l'authenticité (une enquête est en cours à ce sujet), attribué à un ex-dignitaire libyen, qui affirmait que Tripoli était prêt à financer « pour 50 millions d'euros » la campagne de Sarkozy.

On apprend que Sarkozy et son avocat M^e Herzog, qui se savaient écoutés, avaient, comme cela se pratique couramment dans le monde de la pègre, acheté deux autres téléphones pour communiquer discrètement sous des noms d'emprunt.

On soupçonne Sarkozy et M^e Herzog d'avoir négocié des informations sur l'avancement de son dossier à la Cour de cassation auprès d'un ami de M^e Herzog, Gilbert Azibert, avocat général à la Cour de cassation, contre un poste rémunéré à Monaco (finalement déjà pourvu) (cela s'appelle en termes juridiques du **trafic d'influence**). Coïncidence troublante, Sarkozy a passé la dernière semaine de ses vacances de février à Monaco, où il a été rejoint par M^e Herzog... Les domiciles et les bureaux de MM. Azibert et Herzog ont été perquisitionnés. Sarkozy, qui a bénéficié en 2013 d'un non-lieu dans l'**affaire Bettencourt**, était très désireux de récupérer ses agendas, mais la Cour

de cassation vient de décider qu'ils restaient à la disposition de la justice. Gilbert Azibert, surnommé dans les prétoires « **Annulator** », pour sa propension à casser les procédures des juges d'instruction, avait accès au service intranet de la Cour de cassation, et renseignait le camp sarkozyste sur l'évolution des tendances de la haute juridiction, les écoutes en font foi. Gilbert Azibert a été hospitalisé à Bordeaux (tentative de suicide, ou chute dans l'escalier ?).

On savait déjà, ses agendas en font foi, que Sarkozy est intervenu plusieurs fois au secours de **Bernard Tapie**, dans le litige l'opposant au Crédit Lyonnais. On se rappelle que Bernard Tapie a bénéficié en 2008 d'un arbitrage mirobolant.

On rappelle que, installé par Sarkozy à la tête de la direction centrale du renseignement intérieur, **Bernard Squarcini** a chuté pour avoir fait espionner les conversations d'un journaliste du Monde, coupable de publier des articles gênants.

On rappelle que la même aventure est arrivée à l'ex-procureur de Nanterre, **Philippe Courroye**. On sait que **Claude Guéant** est soupçonné d'être intervenu dans le dossier Tapie afin de favoriser le sulfureux homme d'affaires.

Le 6 février dernier, c'est l'ex-secrétaire général adjoint de l'Elysée, **François Pérol**, qui est mis en examen pour « prise illégale d'intérêt » pour avoir pris, en février 2009, la présidence de la BPCE, née de la fusion des Caisses d'épargne et des Banques populaires dont il avait été le grand architecte à l'Elysée, au mépris de toute règle de déontologie.

(Le Monde, 20, 21, 28 février, 1^{er}, 2-3, 5, 6, 7, 8, 9-10, 12 mars)

Il y a dix ans dans CMM ... un essai d'anticipation heureuse toujours d'actualité... mais il ne nous reste plus que quarante ans pour y arriver !

Imaginer le futur, c'est prendre le risque de se tromper beaucoup. Au métro Montparnasse, les représentations de l'an 2000 nous font bien rire, avec leurs aéronefs volant dans tous les sens... Nous le savons maintenant, 2000 n'aura pas été l'année des soucoupes volantes, mais des ... trottinettes !

Et pourtant, Jules Verne aura souvent vu juste, et de même, par certains côtés, les cauchemars d'Aldous Huxley (Le Meilleur des Mondes) ou de George Orwell (1984), ne sont pas très éloignés de la réalité d'aujourd'hui, ou de risques réels pour demain...

2054 : une société de créativité et de communication

Quelle grande diversité dans l'habillement ! chacun confectionne ses propres vêtements et bijoux, et fait preuve de la plus grande créativité. On vit beaucoup dans la rue, les gens exposent leur production, non pas pour la vendre, mais pour le plaisir de la montrer : tricots, tissages, colifichets, tableaux, sculptures, mais aussi les plantes rares, fleurs, plantes aromatiques ou légumes qu'ils font pousser dans leur jardin. Ils font goûter leurs confitures ou leurs inventions gastronomiques, échangent des recettes, des semences ou des plants.

Aux carrefours, des orchestres s'improvisent. Chacun sait jouer d'un instrument. Il ne s'agit pas de singer telle ou telle vedette, mais de produire et faire partager ses propres créations.

Des troupes de théâtre amateur répètent leur prochain spectacle, les parties de balle ne sont pas réservées aux enfants mais les adultes s'y adonnent dans les squares.

Et, partout, la grande affaire, c'est la palabre. Tout est sujet à débat : de quelle couleur repeindre cette façade ? Où planter la nouvelle éolienne ? Qu'allons-nous envoyer à nos amis du Burkina

Faso ? Quel doit être le contenu de l'enseignement de la philosophie dans les collèges ? Chacun se sent concerné et tient à mettre son « grain de sel ».

Les transports de personnes et de marchandises sont réduits au strict minimum, nécessité oblige (on n'a plus de pétrole mais on a des idées). Ils sont remplacés par les télécommunications : on ne se prive pas de visiophoner pendant des heures à sa famille éloignée ou à ses correspondants étrangers. Et on consomme essentiellement la production locale.

Et alors, personne ne travaille ? Si, mais d'une part on est devenu très économe des objets de tout ordre (on les fait durer longtemps, on les récupère, on les recycle, on leur donne une nouvelle vie, c'est le règne de la débrouille et du système D). D'autre part, beaucoup de services sont assurés de façon bénévole (garde d'enfants, petits travaux de bricolage). Alors, il n'est pas nécessaire de consacrer à l'activité salariée aussi longtemps qu'autrefois : les adultes de 25 à 55 ans y consacrent environ une trentaine d'heures par semaine. Et cette durée englobe beaucoup de temps de concertation, négociation, palabre encore : quelles nouvelles machines acheter ? Quelles nouvelles productions lancer ? Quel partage entre salaires - y compris ceux des dirigeants - et investissements ? Tout ça se discute longuement... Les trajets domicile-travail sont limités : dans chaque ville, un hôtel d'entreprises équipé de puissants moyens de télécommunication accueille les salariés de nombreuses entreprises, et de là ils effectuent leur travail comme s'ils étaient au siège ou à l'usine.

Une grande partie de l'activité salariée est consacrée à l'enseignement, la recherche, la santé (fabrication de médicaments, hôpitaux).

On vit à nouveau avec le soleil : en hiver, la ville ne s'anime pas avant le lever du jour, et se couche tôt ; en été, les jours sont plus longs, et l'activité s'aligne. La vie sociale (les horaires de travail, l'ouverture des magasins, les émissions de télévision, ...) suit ce rythme, et la santé de chacun s'en trouve mieux.

On ne voit plus d'automobiles que dans les vieux films (on est surpris de certaines scènes d'embouteillage : comment ont-ils pu supporter ça ?), on ne voit pas d'avions mais quelquefois des ballons dirigeables (et chacun se met à la fenêtre pour les voir passer).

L'autoroute du Sud et la Nationale 20 est envahie de jeunes et moins jeunes en rollers, planches à roulettes, chariots à voile, vélos amusants ; et d'autant de badauds à regarder leur défilé chamarré... allez, on y va ?

Et vous, comment voyez-vous 2054 ?

Courrier des lecteurs

G.L. : Je ne suis pas allé plus loin que la phrase sous le titre. Es-tu sûr que ce soit "le peuple" et qu'il souhaite "la démocratie"? D'ailleurs je pense la même chose pour les pays que tu cites. Il n'est qu'à voir où ils en sont à ce jour. Effectivement, il y a de la corruption dans tous ces pays. Mais, pas chez nous? Pas en Europe ou plus loin? De plus es-tu sûr que ce que tu sembles appeler démocratie soit réellement une démocratie et le seul système (celui que nous vivons) que nous devons imposer au reste du monde? Salut et fraternité.

D. C. : A propos de l'affaire HSBC-Falciani, il ne serait pas inutile de rappeler qu'entre l'affectation du dossier à Montgolfier et son remplacement par van Ruymbeke, à moins que ça ait été fait dès le dépôt des listings par Falciani, il y a tout lieu de supposer que les services d'espionnage français ont modifié les listes, y ajoutant X et y retranchant Y. C'est, semble-t-il, ce que les flics suisses ont prouvé (d'après un numéro récent du Canard enchaîné, si je me souviens bien). Enfin, comme tu peux t'en douter, je ne suis pas d'accord avec toi : la création des métropoles est une cochonnerie totalement anti-démocratique qui va consacrer et renforcer les pouvoirs de baronnies locales, pour la plupart même pas élues au suffrage universel. Comment peux-tu supposer un seul instant que ces instances vont mieux répartir les ressources publiques ?

Sur le site <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique173> on peut lire les numéros 11 (juillet 2004) à 89 (octobre 2011) de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et sur: <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique152> , les numéros à partir de 90 (novembre 2011) , ainsi que des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à ***jean-paul.alletru@wanadoo.fr***. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.